

Post-croissance : un consensus pour la décarbonation ?

par Guillaume Delafosse

Le rejet de la croissance économique est-il nécessaire à la lutte contre le réchauffement climatique ? Guillaume Delafosse propose une alternative post-croissante au « croissantisme » et au « décroissantisme » » autour de quelques exemples de politiques publiques.

La post-croissance est le paradigme selon lequel il faut rechercher la prospérité et la préservation de l'environnement indépendamment de ses effets sur la croissance économique. Il y a en effet deux écueils à éviter quant à la décarbonation de l'économie : celui de penser que la croissance économique est la condition nécessaire d'une politique environnementale ambitieuse, et à l'inverse que celle-ci ne pourra se faire qu'à condition de s'être d'abord débarrassé du totem de la croissance économique.

La question que pose cet essai est donc la suivante : que devient l'analyse économique si l'on accepte de subordonner explicitement la croissance à un objectif climatique contraignant, tel que l'atteinte du Net Zero en 2050 ? Je défendrai l'idée que la post-croissance est une réponse pragmatique à cette incertitude : elle consiste à prendre au sérieux les contraintes climatiques, sans exiger de certitude préalable sur leurs effets macroéconomiques.

Pour développer cet argument, je reviendrai d'abord sur les controverses classiques opposant décroissants et économistes autour du rôle de la croissance, de la technologie et du prix du carbone. Je montrerai ensuite comment ces désaccords

peuvent être intégrés dans une approche post-croissante, avant d'identifier les positions qui, par dogmatisme pro- ou anti-croissance, refusent d'entrer dans ce cadre de discussion.

Premières réponses, premières controverses

La croissance, condition ou obstacle à la décarbonation ?

De l'avis du mouvement décroissant, notre économie actuelle serait si grande, si polluante, et l'objectif climatique si proche, si ambitieux, qu'une cure de minceur serait un préalable indispensable pour atteindre notre objectif¹. Pour faire simple : une économie deux fois plus petite serait plus simple à décarboner qu'une économie deux fois plus grande. En s'émancipant de l'objectif de croissance économique, on gagnerait un degré de liberté dans l'action politique, permettant de prendre des mesures qui iraient dans le sens du respect des objectifs climatiques, mais contre celui de la croissance économique.²

La première objection serait que c'est au contraire la croissance économique qui donnerait à l'action climatique des degrés de liberté supplémentaires. En effet une économie plus prospère dispose de plus de moyens pour investir dans des politiques ambitieuses, et réduire la taille de l'économie réduirait par là même sa capacité à investir. Si l'on souhaitait garder les mêmes ambitions d'investissement, par vertu d'une équation comptable simple ($Y=C+I$, c'est-à-dire : la richesse produite se partage entre la consommation et l'investissement), la réduction de la consommation doit compenser à elle seule la réduction de la richesse³. Cela mettrait le système social à rude épreuve, car la croissance économique permet la stabilité politique en permettant un faible chômage et l'augmentation des recettes fiscales. Toute réduction de revenu semble alors politiquement infaisable : c'était déjà le cas pour les Gilets Jaunes, et ce serait *a fortiori* le cas d'une politique de décroissance qui réduirait le niveau de vie moyen.

¹ Chapitres 6 et 7 de Parrique, T. (2022). *Ralentir ou périr : l'économie de la décroissance*. Paris, Seuil.

² Kallis, G., Hickel, J., O'Neill, D. W., Jackson, T., Victor, P. A., Raworth, K., ... Ürge-Vorsatz, D. (2025). Post-growth: The science of wellbeing within planetary boundaries ». *The Lancet Planetary Health*, 9(1), e62–e78.

³ Cayla, D. (2023, 7 juin). « Réflexions sur le bon usage du PIB : et quelques questions à Timothée Parrique et aux partisans de la décroissance », *Le Temps des Ruptures*.

Quel changement systémique ?

Les décroissants répondront que ces soucis ne font que montrer les limites du système actuel. Prendre appui sur les contraintes socio-économiques existantes pour nier la situation écologique, c'est prendre les choses à l'envers. Si la crise climatique exige un ralentissement de l'activité économique, il est alors de notre responsabilité de trouver l'agencement social qui le permettra. Il n'est pas question de concevoir la décroissance comme le rapetissement d'une société qui resterait telle quelle par ailleurs : c'est la réorganisation de la société orientée vers le contentement des besoins et non plus l'expansion perpétuelle qui est son objet de recherche privilégié⁴. Parmi les propositions : interdiction de la publicité, augmentation du temps libre, extension de la gratuité aux besoins essentiels (eau, logement). En jouant sur ces leviers et via des changements politiques, les chercheurs de la décroissance estiment qu'il est possible de préserver l'environnement et d'augmenter le bien-être, bien que la production diminue. En somme, il faut voir la décroissance non comme un changement quantitatif – moins de tout – mais comme un changement qualitatif – changement de mode de vie permis par un changement de société.

Les économistes préciseront que la croissance non plus n'est pas qu'un changement quantitatif – plus de tout – mais un changement qualitatif – changement de mode de vie permis par un changement technologique. Pensez à comment l'imprimerie fit chuter le prix du livre et permit la meilleure circulation des idées⁵. Le changement technologique, c'est le mécanisme central derrière la croissance économique, chaque innovation participant à détruire et à remplacer les innovations passées. C'est ce que Schumpeter appelait la destruction créatrice⁶ et les partisans de la croissance verte soutiennent qu'elle peut être dirigée pour détruire l'économie fossile et créer l'économie verte. Certes les innovations vertes sont en retard technologiquement, mais elles peuvent rattraper et dépasser les innovations fossiles grâce à un soutien public⁷. Une fois ce rattrapage effectué, tous les acteurs adopteraient les technologies vertes : si le solaire est plus efficace et meilleur marché que le charbon, la génération d'électricité se verdra d'elle-même et on se sera débarrassé de tout un pan de l'économie fossile. Ce n'est pas exactement que la croissance est une condition

⁴ Kallis, G., Kostakis, V., Lange, S., Muraca, B., Paulson, S., & Schmelzer, M. (2018), « Research on degrowth », *Annual Review of Environment and Resources*, 43 (1), p. 291–316.

⁵ Exemple tiré de Gollier, C. (2022), *Le climat après la fin du mois*, Paris, Humensis.

⁶ Aghion, P., Antonin, C., & Bunel, S. (2020), *Le pouvoir de la destruction créatrice*, Paris, Odile Jacob.

⁷ Acemoglu, D., Aghion, P., Bursztyn, L., & Hemous, D. (2012), « Directed technical change and the environment ». *American Economic Review*, 102 (1), p. 131–166.

de la transition, mais plutôt que l'innovation étant à la fois le principe à la source de la croissance et du verdissement de l'économie, les deux devraient aller de pair.

Cette vision de la croissance verte où la technologie est comme une vague qui emporterait tout sur son passage est parfois qualifiée de « techno-solutionniste ». Les décroissants estiment que c'est un leurre, car même en possession des bonnes technologies, les logiques inhérentes à une société de croissance l'empêcheraient de les utiliser à des fins environnementales comme dans le cas typique de l'effet rebond. Pour comprendre l'argument, considérons un progrès dans les moteurs d'avion qui baisserait leur besoin en kérosène. Pour un même trajet, on réduirait alors le niveau des émissions carbone, mais en rendant le kérosène meilleur marché, cette innovation créerait une incitation à réaliser de plus longs trajets ou à proposer des prix plus faibles. Après quoi le secteur aérien peut se développer, entraînant plus et non pas moins de pollution. En somme, il n'est pas suffisant d'avoir les bonnes technologies à disposition, il faut encore que les bons usages en découlent. Or, dans une société de croissance, les incitations vont vers l'expansion économique plutôt que vers le souci environnemental.

Prix du carbone : pour ou contre la croissance ?

Pour les économistes, le grief n'est pas contre le système économique en soi, mais plutôt contre les incitations telles qu'elles existent actuellement. Le problème du CO₂ est un cas classique d'imperfection de marché : c'est une externalité négative, un coût souffert par tous dont personne ne porte individuellement la responsabilité. La solution à ce problème est tout aussi classique : il faut créer un prix du carbone – plus on pollue, plus on paye. Il serait l'instrument le plus efficace, au sens où souhaiter accomplir le même objectif avec d'autres instruments finirait par coûter plus cher. Avec un prix du carbone en effet, les effets rebond disparaissent⁸ ; avec un prix du carbone, les alternatives vertes sont amenées à se développer puis à se diffuser ; avec un prix du carbone, les agents économiques intègrent dans leur comportement que la pollution a un coût et l'évitent dès que possible. Par exemple quand on souhaite réaliser un trajet, on regarde le prix des bus, des trains, des avions, et c'est le moins cher qui a notre préférence, amenant le secteur le plus vertueux à se développer et les autres à se réduire, alimentant la destruction créatrice dont nous parlions plus haut, qui est le mouvement même de la croissance économique. *Go green or die* : voilà le slogan du prix du carbone. Un certain nombre de publications montrent bien que les

⁸ van den Bergh, J. C. J. M. (2011), « Energy conservation more effective with rebound policy », *Environmental and Resource Economics*, 48 (1), p. 43–58.

prix du carbone qui existent déjà permettent de réduire les émissions de CO₂ tout en créant plus d'activité économique qu'ils n'en détruisent⁹. Cela donne du crédit à l'« hypothèse de Porter » sous-jacente à la croissance verte : en forçant le marché à emprunter la voie de la soutenabilité, on lui fait explorer des voies qu'il n'aurait pas empruntées par lui-même, et qui en fin de compte lui sont plus profitables.

Cependant, les études mentionnées ci-dessus ne prennent en compte que des prix du carbone minimes qui, bien qu'allant dans la bonne direction, ne sont pas encore suffisants pour être en cohérence avec l'objectif Net Zero 2050. Prenons la fourchette haute des estimations et faisons quelques calculs de coin de table : une étude récente estime que le prix qui devrait prévaloir dès maintenant serait autour de 1000\$/tCO₂¹⁰. À titre d'exemple, le prix pour 60% des émissions couvertes aux États-Unis en 2022 est de 10\$/tCO₂. Le Français moyen émet aujourd'hui 11 tCO₂ par an, et aurait donc besoin de dépenser 11 000\$ de plus par an pour financer son mode de vie selon cette nouvelle estimation. En considérant ce chiffre, il faut absolument se garder d'en avoir une image statique : le but de la taxe carbone n'est pas de lever un impôt sur un contribuable prisonnier, mais d'amorcer une nouvelle dynamique économique. En effet, un certain nombre de changements opérationnels sont disponibles sur-le-champ moyennant une adaptation des filières sur le court à moyen terme : remplacement de chaudière à gaz par des pompes à chaleur, des voitures thermiques par des voitures électriques, et des protéines carnées par des protéines végétales. Certaines activités disparaîtraient et d'autres apparaîtraient avec un impact indéterminé sur le PIB. Mais là où les technologies vertes ne sont pas encore mûres pour remplacer les technologies fossiles, des secteurs entiers de l'économie s'en verraient réduits, avec probablement un impact net négatif sur le PIB. Dans le cas de l'aviation par exemple, les long-courriers sont considérés comme difficilement décarbonables : les batteries avec une autonomie suffisante sont trop lourdes par rapport à l'énergie qu'elles doivent fournir. Un billet aller-retour Paris-New-York avec une empreinte de 1,8 tCO₂ se verrait renchéri de 1800\$, limitant l'accès des consommateurs à ce trajet, réduisant l'activité des compagnies aériennes et grevant les perspectives de croissance du secteur. Le prix du carbone accomplirait alors son rôle : réduire l'usage d'une activité polluante, ici en y renonçant.

⁹ Metcalf, G. E., & Stock, J. H. (2023), « The macroeconomic impact of Europe's carbon taxes », *American Economic Journal: Macroeconomics*, 15 (3), p. 265–286.

¹⁰ Bilal, A., & Känzig, D. R. (2024), *The macroeconomic impact of climate change: Global vs. local temperature* (Working Paper No. 32450), National Bureau of Economic Research.

On en revient alors aux soucis d'acceptabilité que nous mentionnions au début de l'article. Que se passe-t-il si même un prix du carbone détruit plus d'activité qu'il n'en crée, alors qu'il est l'outil le plus efficient pour mener la transition ? La théorie économique nous apprend que nous n'avons pas nécessairement à choisir entre croissance et préservation de l'environnement, mais que nous dit-elle dans les cas où le dilemme se présente ? Doit-on alors renoncer à nos ambitions environnementales ?

Qui est post-croissant ?

La post-croissance comme espace intellectuel

Gardons en tête l'objectif commun de ceux qui souhaitent une action climatique ambitieuse : diminuer les activités polluantes tout en préservant – voire en améliorant – le bien-être de la population. Économistes et décroissants peuvent donc tomber d'accord sur les objectifs de l'action climatique. En revanche, ils sont en désaccord sur les conséquences probables d'une action efficace pour le climat sur la production : pour les décroissants, il est clair que cela provoquera une réduction nette du PIB ; pour les économistes, il est clair que cela provoquera une hausse nette du PIB. Dans les deux cas, le signe de variation du PIB est plus un résultat des politiques environnementales qu'une condition préalable à l'action. En tant que telle et au-delà des certitudes affichées, on est en droit de douter de leur capacité prédictive. L'hypothèse de Porter n'est qu'une hypothèse, et nous avons souligné qu'il y a des raisons de douter de sa validité à court terme pour de très hautes valeurs du prix du carbone. On peut alors dessiner un espace de la post-croissance, incluant économistes et décroissants qui débattent des politiques permettant d'effectivement atteindre nos objectifs climatiques, indifféremment de leur impact positif ou négatif sur le PIB.

La première partie de cet essai a mis en évidence les controverses opposant économistes et décroissants quant aux moyens de mener une action climatique efficace. Mais ces controverses prennent un sens différent dès lors que l'on adopte un point de vue post-croissant, qui ne subordonne pas l'action climatique à une trajectoire de croissance donnée. À partir de cette reformulation, il devient possible de déplacer la discussion vers les politiques susceptibles de satisfaire la contrainte climatique, indépendamment de leurs effets macroéconomiques. Les propositions qui suivent esquissent ce que pourrait être un bouquet de politiques post-croissantes, issu des deux corpus, avec un souci de cohérence plutôt que d'exhaustivité.

Un prix du carbone avec redistribution des recettes est tout indiqué pour constituer la pierre de touche d'une politique de post-croissance. Décroissants et économistes semblaient tomber d'accord sur le bien-fondé de cette politique¹¹. La redistribution permet de compenser le caractère inégalitaire du prix du carbone, qui touchera proportionnellement plus les plus pauvres, tout en préservant le caractère incitatif du prix qui incite tous les agents économiques à développer et privilégier les solutions vertes. Considérons à nouveau notre Français moyen et ses 11t de CO₂ qui lui coûteraient 11 000\$. Avec redistribution intégrale et égalitaire des recettes, il toucherait 11 000\$ de compensation. Retour à la case départ ? Non, car si son budget ne change pas, les prix auxquels il fait face ont bel et bien changé en défaveur des biens polluants : notre Français moyen prendra rarement de long-courrier et préférera le train à l'avion. Un système de quotas carbone avec marché d'échange est une manière d'implémenter un prix du carbone avec redistribution. On connaît le budget carbone qu'il nous reste pour respecter les accords de Paris. Il s'agit alors de générer les quotas d'émissions au niveau macroéconomique et de les distribuer égalitairement. Via l'échange de quotas, ceux qui polluent plus que leur part devront acheter des quotas à ceux qui polluent moins, créant à la fois une incitation à verdir et un transfert de richesses des plus riches – qui en général polluent plus – vers les plus pauvres. Le budget carbone annuel devra être chaque année plus ambitieux jusqu'à ne distribuer plus aucun quota en 2050, l'année cible du plan Net Zero. C'est parce qu'un tel système met la satisfaction de la contrainte écologique avant les retombées économiques qu'on peut juger qu'il est post-croissant. Le prix non plus n'est pas déterminé a priori : il l'est certes par la quantité de quotas, mais aussi par la structure technologique de l'économie. S'il est facile de se passer de carbone, le prix devrait baisser, sinon le prix devrait augmenter. Dans un problème aussi complexe que la décarbonation de l'économie, la simplicité de ce système sert de boussole pour orienter l'action et garantit que l'objectif sera atteint tout en ne décidant pas a priori des façons dont les agents choisiront de satisfaire cette contrainte.

Mais ce n'est pas suffisant : si les décroissants ont raison sur l'orientation pro-croissance de nos sociétés, alors il devrait y avoir des pressions pour ne pas accepter un prix du carbone si haut qu'il compromettrait la croissance économique. Il faudrait alors imaginer des politiques complémentaires corrigeant les limites d'une société de croissance. Par exemple, la fabrique du désir étant un élément central de la société de

¹¹ Delafosse, G. (2023, 26 avril), « Plus loin, avec moins », *La Vie des Idées*.

consommation, le mouvement décroissant a beaucoup critiqué la publicité. La version la plus radicale serait de considérer que la publicité puisse être entièrement interdite. Pour en arriver là, il faudrait que les économistes estiment le bénéfice social de la publicité (circulation de l'information), et le comparent aux divers coûts qu'elle entraîne : achats compulsifs, gâchis de ressources. Dans une version moins radicale, on peut imaginer l'interdiction de la publicité pour les transports thermiques (voiture, avion). Cela existe déjà pour la cigarette aujourd'hui, pour des raisons de santé publique. Ce serait alléger les injonctions contradictoires envers le consommateur que d'arrêter d'attiser son désir de prendre l'avion alors même qu'on souhaite le lui faire prendre moins.

Un autre point de tension est l'injustice dans la contribution à la lutte climatique, notamment le fait que les riches n'en feraient pas assez. En théorie, le prix du carbone permet de s'assurer que les riches, polluant plus, se retrouvent à payer plus. Cependant, il peut rester la désagréable impression que les riches se payent alors le droit de polluer. Pour les mettre justement à contribution, on parle parfois de l'interdiction des jets privés. C'est une mesure hautement symbolique – d'aucuns diront démagogiques – et il y a sans doute quelque chose de plus malin à faire : leur interdire l'utilisation de kérosène. À l'inverse des long-courriers commerciaux, les jets privés sont petits et majoritairement utilisés sur de courtes distances. Ils sont donc beaucoup plus à même d'être verdis même en l'état actuel des connaissances technologiques : les fuels végétaux (SAF), 5 fois moins polluants que le kérosène, sont déjà disponibles ; les moteurs à hydrogène pourraient être prêts d'ici une décennie. Balbutiantes, ces technologies coûtent très cher : ça tombe bien, les ultra-riches sont très riches. Pourvu qu'on les force, il y aurait une disparition rapide des jets privés thermiques avec un effet d'entraînement technologique pour le reste de la filière. S'étant fait la main avec ce sous-marché-là, les constructeurs seraient d'autant plus à même de faire baisser les coûts des technologies vertes pour les flottes commerciales. On ferait ainsi financer le plus dur du démarrage technologique par les consommateurs les plus aisés, au bénéfice du reste de la population.

Si la destruction d'activités polluantes est indissociable d'une transition écologique, il est important de ne pas en aggraver les conséquences négatives. De manière générale, un prix du carbone doit être accompagné d'une politique d'aide à la transition via des subventions. Car s'il fallait se débarrasser entièrement de l'industrie aérienne, on créerait simplement une nouvelle zone sinistrée en France autour de Toulouse, avec chômage, hausse de l'extrême droite et rejet de la cause environnementale. Qui peut imaginer un Président de la République prendre une

décision qui aboutirait à mettre du plomb dans l'aile de Airbus, et à limiter l'afflux de touristes qui irriguent l'économie française ? Si l'avion est polluant et risque de le rester pendant un long moment, il est possible de réduire ses émissions de GES et concevable qu'il existe des avions verts à long terme. S'il est important de freiner la croissance du transport aérien durant la prochaine décennie et de contenir les émissions du secteur à l'horizon 2050, il faut aussi veiller à ne pas détruire la filière aujourd'hui. C'est un des derniers fleurons industriels de la France et il vaut mieux compter avec cet avantage que sans.

Qui n'est pas post-croissant ? Deux cas limite

L'ornière croissantiste : la croissance malgré tout

J'ai tenté de définir quelques politiques qui, mettant les objectifs climatiques au centre de leurs démarches, relèguent la question de la croissance économique en arrière-plan tout en prenant la question de sa potentielle disparition au sérieux. Cependant, les décroissants montrent qu'il y a eu une lente construction de la croissance économique comme objectif politique qui va de soi, ce qu'ils appellent « l'hégémonie de la croissance », et que cette construction persiste (*cf.* Matthias Schmelzer). Les économistes auront beau jeu de dire qu'ils ne préconisent jamais la croissance à tout prix : on peut mentionner le rapport Sen-Stiglitz-Fitoussi commandé par Nicolas Sarkozy qui recommande de développer un tableau de bord d'indicateurs pour ne pas suivre bêtement la boussole trompeuse du PIB, ou encore la plus récente Dasgupta Review qui invite à considérer la nature de façon plus complète dans nos arbitrages. A-t-on donc vraiment besoin des décroissants pour réfléchir à la transition écologique ?

Dans les faits, on peut bel et bien observer cette « hégémonie de la croissance ». Ainsi, on entend parfois qu'il faut se garder d'appliquer un remède pire que le mal. Il existe des actions, certes efficaces, mais ayant un coût trop élevé : par exemple, arrêter demain la consommation de tous les hydrocarbures limiterait fortement le réchauffement de l'atmosphère terrestre, mais au prix d'un recul gigantesque du niveau de vie. Respecter les accords de Paris n'exige rien d'aussi radical, mais peut déjà sembler l'être trop pour certains. C'est ceux-là que je nommerais « croissantiste ». Ce serait celui qui préférerait réchauffer la planète de 3°C plutôt que de 2°C, si respecter la limite de 2°C devait impliquer une trop grande destruction de valeur à

court terme. Sur la question du trafic aérien, une politique croissantiste accepterait les subventions vertes pour développer des solutions bas carbone, mais refuserait un prix du carbone qui réduirait le volume du trafic aérien : il souhaiterait n'avoir que la carotte, sans le bâton. Cela peut autant concerner le ministère de l'Économie qui s'inquiétera des retombées économiques pour tout un tas d'autres secteurs, à commencer par le tourisme dont l'économie française dépend cruellement, ou Airbus qui s'inquiétera de ses intérêts propres et mobilisera son statut de champion national pour obtenir de n'avoir pas à réduire son activité. Celui qui joue sur ce registre peut être qualifié de « croissantiste » : il ne se reconnaîtra pas dans l'espace intellectuel de la post-croissance.

L'ornière décroissantiste : contre la pensée économique

De la même manière que certaines positions sont incompatibles avec la post-croissance par fétichisation de la croissance, d'autres sont incompatibles avec la post-croissance par la radicalité de leur opposition au système économique. La post-croissance exclut donc également ceux que je nommerai « décroissantiste ».

Serge Latouche, figure influente du mouvement français de la décroissance dans les années 2000, appelle notamment à « sortir de l'économie » et à « décoloniser nos imaginaires ». Il note comment les indigènes du Canada, rendant hommage aux poissons qu'ils pêchaient par des rituels sacrés, ont mieux préservé leurs ressources que les colons français qui ont surpêché et fait disparaître certaines espèces. Comme un défi au logiciel économique, Latouche n'y voit pas une erreur de gestion de la ressource qu'une politique appropriée saurait résoudre, mais une preuve de l'efficacité du rapport animiste à la nature contre le rapport moderne¹². Onofrio Romano, disciple de Serge Latouche, radicalise cette critique en l'orientant contre ses confrères décroissants. Il remarque que la décroissance appelle de ses vœux une rationalité complétée et maîtresse de ses excès, une société qui tirerait le meilleur de l'homme, mettant enfin la raison au service de son bien-être. C'est là le projet même de la modernité, vis-à-vis duquel la décroissance n'est pas une rupture, mais donc une continuité. Reposant sur les mêmes bases utilitaristes que la modernité et la science économique, et les mêmes causes entraînant les mêmes effets, une économie réduite finirait par revenir au même point d'insoutenabilité que nous connaissons aujourd'hui. Onofrio Romano défend alors une authentique rupture épistémologique

¹² Latouche, S. (2022), *Le pari de la décroissance* (2^e édition), Paris, Pluriel.

qui érigerait l'inefficience en principe¹³, inspirée de l'anthropologie et du concept de « dépense » de l'écrivain Georges Bataille¹⁴. La « dépense », c'est le mécanisme social qui vise à éliminer rituellement le surplus économique, *via* de grandes fêtes spirituelles. Pas d'austérité protestante, pas de rationalisation, pas d'accumulation, pas d'investissement : la subsistance, augmentée du sain exutoire des passions humaines comme exorcisme du démon de la rationalité¹⁵.

Remettant en cause les principes mêmes sur lesquels nous avons fondé notre discussion, cette radicalité caractérise ce que j'appellerai une position « décroissantiste », pour laquelle la réponse adéquate aux excès des sociétés industrialisées n'a de sens qu'à ce niveau-ci de radicalité. Cela les rend inassimilables aux objectifs environnementaux tels que définis par la communauté internationale, et donc tels que nous les avons considérés ici. Mais les décroissants ne souscrivent pas en majorité à cette vision : c'est ce qu'Onofrio Romano pointe comme un problème, mais que nous pouvons prendre comme une bonne nouvelle : les décroissants sont dans leur grande majorité des économistes comme les autres, et peuvent faire partie de l'espace de discussion de la post-croissance.

Conclusion : pour la science économique

La post-croissance définit un espace intellectuel avec une certaine homogénéité. Cet espace est borné par deux extrêmes opposés qui ont pour point commun de rejeter l'importance des objectifs climatiques, bien que pour des raisons très différentes. Un « croissantiste » n'acceptera de politiques environnementales qu'à l'unique condition que la croissance économique soit préservée, ou dans le pire des cas qu'à condition que certains intérêts installés – notamment fossiles – ne soient pas menacés ; un « décroissantiste » n'acceptera pas le jeu de la comptabilité carbone et pointera l'impossibilité fondamentale, pour la science économique, de proposer une solution à la hauteur du défi.

¹³ Romano, O. (2009), « Les enjeux anthropologiques de la décroissance » in Baptiste Mylondo (dir.), *La décroissance économique : Pour la soutenabilité écologique et l'équité sociale*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, p. 169-180.

¹⁴ Bataille, G. (1949), *La part maudite : essai d'économie générale, t. 1. La consommation*, Paris, Les Éditions de Minuit.

L'économie est la science de l'intérêt, ce qui, pour beaucoup, est déjà suffisant pour la discréditer. Soit, c'est la science de l'intérêt privé, égoïste, mais c'est aussi celle de l'intérêt général. Dans *La Sociologie est un sport de combat*, Pierre Bourdieu nous parle de la « bonne économie ». Au XIXe siècle, face aux risques sanitaires, les grandes villes se sont dotées de systèmes d'égouts, dont les coûts ont été plus que proportionnellement supportés par leurs bourgeoisies respectives. En effet, les épidémies ne connaissant pas les frontières sociales, se soucier de son intérêt privé impliquait de se soucier de l'intérêt général. De la même manière, il est aujourd'hui dans notre intérêt de limiter le réchauffement climatique. Tous ceux qui se reconnaissent de la science économique – parmi les économistes bien sûr, mais aussi parmi les décroissants, qui sont pour la plupart des économistes¹⁶ – ont intérêt à discuter pour trouver les conditions de réussite de la poursuite de cet intérêt commun qu'est la préservation d'un climat stable.

Enfin, on pourra reprocher à cet essai de ne parler que de carbone et d'ignorer les nombreuses autres limites planétaires que notre système économique franchit¹⁷: s'il se trouvait que le capitalisme achevait la décarbonation de l'économie tout en ne mettant pas fin à la logique de l'exploitation, il reporterait sa nature prédatrice sur d'autres dimensions : extraction minière, asymétries Nord/Sud, gestion de l'eau. On pourra dénoncer ce reproche comme un sophisme de la solution parfaite, qui est un des discours de l'inaction climatique identifiés par le GIEC¹⁸ : il vaut mieux prendre un problème après l'autre par des bouts imparfaits, qu'attendre en vain la solution qui, dit-on, résoudrait tout. Le présent essai soutient que les postures simplistes face à la croissance économique font aussi partie des barrières à une action efficace pour le climat.

Publié dans laviedesidees.fr, le 10 février 2026.

¹⁶ Parrique, T. (2023), « Réponse aux économistes qui détestent la décroissance » in F. Jarrige & H. Tordjman (dir.), *Décroissances : regards croisés sur les urgences du temps présent*, Paris, Le Passager clandestin.

¹⁷ Raworth, K. (2017). *Doughnut economics: Seven ways to think like a 21st-century economist*, London, Random House Business.

¹⁸ Le chapitre 10 du rapport AR6 du GIEC mentionne Lamb W.F. *et al.* (2020), « Discourses of climate delay », *Global Sustainability*, vol. 3, e17.